

Chapô 2022 B 61

Turpitudes cléricales (suite) et miscellanées ecclésiales de l'automne 2022

Le 5 octobre 2022 était la date du premier anniversaire de la publication du rapport Sauvé (<https://www.ciase.fr/medias/Ciase-Rapport-5-octobre-2021-Resume.pdf>) dit de la CIASE. La Commission Indépendante sur les Abus Sexuels dans l'Eglise avait été installée le 8 février 2019 et, après deux ans et demi de travaux, avait rendu public son rapport le 5 octobre 2021.

Cet anniversaire n'a pas donné lieu à grandes cérémonies dans les medias, l'actualité révélant d'autres nouveautés et d'autres priorités. Et pourtant comment oublier ce rapport si accablant pour l'Eglise catholique et comment oublier les souffrances des victimes des actes pédocriminels commis par ses prêtres ?

Force est cependant de reconnaître que l'on pouvait trouver quelques titres de presse en ce début d'octobre 2022 ramenant aux dures réalités des modalités de réparations des dommages causés aux victimes traumatisées à vie.

C'est ainsi que selon *Farida Nouar (France Info, 9 octobre 2022)* on a découvert que, le 5 octobre 2022 dernier, se tenait une réunion, qualifiée d'historique et de fondatrice par *Jean-Marc Sauvé* lui-même. S'y retrouvaient treize associations et collectifs de victimes d'abus et de violences sexuelles. Ces associations tout en constatant que des processus de reconnaissance de la qualité de victime et de réparation

ont été engagés, soulignaient avec tristesse que le décours desdits processus leur paraissait d'une lenteur excessive voire suspecte. Cf. : https://www.francetvinfo.fr/societe/religion/pedophilie-de-l-eglise/pedocriminalite-dans-l-eglise-un-an-apres-le-rapport-sauve-les-victimes-denoncent-la-lenteur-des-mecanismes-de-reconnaissance-et-de-reparation_5407018.html.

Selon *Ollivier Savignac*, président de l'Association *Parler et Revivre* et membre du collectif « *De la parole aux actes* » les témoignages nombreux sont douloureux à entendre. Pour le citer : "Aujourd'hui, nous sommes, pour certains d'entre nous, complètement fatigués, rincés. Et nous sommes presque le substitut à des instances qui devraient pouvoir accueillir la souffrance de toutes ces personnes-là". « La prise en charge des victimes par l'Instance nationale indépendante de reconnaissance et de réparation (*Inirr*) et par la Commission de reconnaissance et de réparation (*CRR*), chargées de la reconnaissance et de la réparation des actes de pédocriminalité dans l'Eglise, n'est pas au niveau ».

La présidente de l'*Inirr*, Marie Derain de Vaucresson, annonce six mois de délai supplémentaires alors que les victimes ont besoin d'être entendues et rassurées. A ce jour, seulement quarante victimes ont été indemnisées.

Le 5 octobre 2022, *Le Monde* titrait aussi, sous la plume de *Gaétan Supertino* (avec AFP) :

“Un an du rapport Sauvé sur la pédocriminalité dans l'Eglise : ce qui a été fait, ce qu'il reste à faire »

Cf. l'URL : https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/10/05/un-an-du-rapport-sauve-sur-la-pedocriminalite-dans-l-eglise-ce-qui-a-ete-fait-ce-qu-il-reste-a-faire_6144558_3224.html

On y rappelle que le 5 octobre 2021 était publié un rapport accablant sur les violences sexuelles dans l'Eglise. Depuis, si de nombreux

chantiers avancent, certaines associations dénoncent les lenteurs de l'institution, notamment en matière d'indemnisation.

L'article rappelle aussi à ceux dont la mémoire révèle des faiblesses coupables que depuis 1950, selon l'estimation de la CIASE 216 000 personnes aujourd'hui majeures auraient été agressées par un prêtre ou un religieux alors qu'elles étaient mineures...Ce chiffre pouvant atteindre 330 000 si l'on inclut les victimes de laïcs liés à l'Eglise catholique (catéchistes, encadrants scolaires ou de mouvements de jeunes, etc.). Ceci donne une idée de l'ampleur de ce que l'Eglise elle-même appelait un véritable séisme.

Un an après : 45 victimes ont eu ou vont bientôt recevoir une réparation, sur un total de 1 004 demandes déposées.

On est loin du compte !

La lenteur du processus réparateur en cours est-elle en rapport, dans les milieux ecclésiaux concernés, avec la propension à tirer le meilleur parti de l'art de minimiser le pire ?

Quoi qu'il en soit on trouvera ci-dessous les liens permettant d'accéder à des articles rapportant d'autres débats ayant cours dans différents domaines de la vie ecclésiale.

1. Trombinoscope des évêques 2022 - 2023

Cette nouvelle édition se veut avant tout un ouvrage de réflexion pastorale et théologique par delà les allusions aux petites manies de tel ou tel, à ses défauts, et au delà du ton Goliath qui n'oublie jamais que *l'humour reste une des épices de la vie*. Au fond, comment un évêque – et à travers lui un certain visage de l'Eglise catholique et du christianisme – est-il perçu et reçu aujourd'hui dans notre société dite sécularisée ?

Trombinoscope des évêques 2022/2023
sous la direction de *Christian Terras*
Gino Hoel et Philippe Ardent

Pour la quatorzième fois en plus de trente ans, les *éditions Golias* publient le *Trombinoscope des évêques de France*, édition 2022-2023, complètement remis à jour et totalement réécrit sur plus de 500 pages.

“L’épiscopat d’aujourd’hui, corps institutionnel en quête d’identité, mérite ce regard appuyé pour mieux le situer dans notre société.

Cinq critères, dans ce travail de décryptage, ont guidé notre évaluation pour chaque évêque : *l’attitude humaine ; la dimension intellectuelle ; l’audace évangélique ; l’ouverture d’esprit ; la stratégie pastorale.* Archevêques, évêques, auxiliaires...

Tous ont été passés à ce crible. Notre travail s’est voulu rigoureux, alliant l’observation de l’homme sur le terrain, en action dans son diocèse et l’étude de ses écrits pastoraux.

Nous avons sans cesse maintenu l’équilibre entre ces deux points. Ces portraits cernent au plus près la personnalité de chaque évêque auquel *nous avons attribué un certain nombre de mitres ou de bonnets d’âne...*”

2. Fin de vie : les évêques dans le brouillard

par *Alexandre Ballario*,

Golias, 6 octobre 2022

<https://www.golias-editions.fr/2022/10/06/fin-de-vie-les-eveques-dans-le-brouillard/>

“La possibilité d’une évolution législative sur la fin de vie est de nouveau à l’ordre du jour en France. Le 13 septembre 2022, le Comité consultatif national d’éthique, dans un avis rendu public, estime qu’il existe une voie pour une application éthique de l’aide active à mourir, tout en rappelant, avec la pondération qu’un tel débat requiert, qu’il ne serait pas éthique d’envisager une évolution de la législation si les

mesures de santé publique recommandées dans le domaine des soins palliatifs ne sont pas prises en compte.

Dans une déclaration publiée le 24 septembre 2022, signée par Éric de Moulins-Beaufort, président de la Conférence des évêques de France, et neuf autres évêques, le Conseil permanent de la Conférence s'engage sur une voie encourageante. Les évêques disent entendre les interrogations de la société et être sensibles aux souffrances de personnes malades en fin de vie ou très sévèrement atteintes de pathologies graves. « Nous percevons les détresses de leur entourage, bouleversé par leurs souffrances, voire désespéré par un sentiment d'impuissance. Nous savons bien que les questions de la fin de vie et de l'approche de la mort ne peuvent pas être abordées de manière simpliste. »

“Mais... il y a un mais comme on pouvait le craindre. Si les évêques sont d'accord avec le Comité consultatif national d'éthique pour donner la priorité en premier lieu au développement et au renforcement des soins palliatifs, il leur est plus difficile d'élargir leur champ de réflexion. « Durant la crise liée au Covid-19, la société a fait de lourds sacrifices pour sauver la vie, en particulier des personnes les plus fragiles, au point même parfois de sur isoler les personnes malades ou âgées afin de préserver la santé de leur corps. Comment comprendre, que quelques mois seulement après cette grande mobilisation nationale, soit donnée l'impression que la société ne verrait pas d'autre issue à l'épreuve de la fragilité ou de la fin de vie que l'aide active à mourir, qu'un suicide assisté ? »

Des propos déconcertants qui voudraient substituer à la singularité de chaque situation pour lesquelles les réponses ne se valent pas et différent, une supposée volonté générale de recourir à la fin de vie assistée. Du fantasme ou de la malhonnêteté. Au choix. D'autant plus que l'avis du Comité d'éthique est très mesuré, puisqu'il précise : « La mise en place d'une aide active à mourir, pour quelques cas exceptionnels, ne saurait améliorer significativement à elle seule les conditions de la fin de vie en France. » Il n'empêche, Éric de Moulins-

Beaufort et le Père Hugues de Woillemont, secrétaire général, ont été reçu le 27 septembre à l'Élysée par Emmanuel Macron en personne pour dire leur « inquiétude devant ce projet de loi sur la fin de vie ». Des pleurnicheries qui n'élèvent pas le débat et qui démontrent une propension à s'enfermer dans un dogme vitaliste qui éloigne des hommes sans rapprocher de Dieu.

De son côté, Pierre d'Ornellas, archevêque de Rennes et responsable du groupe de travail « bioéthique » au sein de la Conférence des évêques de France, ne s'est pas distingué de ses confrères. Au lendemain de la publication du Comité d'éthique, il avait déclaré que vouloir développer « en même temps » les soins palliatifs et l'aide active à mourir, « c'est à la fois favoriser l'expression des désirs individuels d'une mort immédiate, et promouvoir le soin par l'écoute et l'accompagnement de la vie, aussi fragile soit-elle ». Affirmation qui « jette du brouillard sur la réflexion » : le Comité d'éthique utilise le même mot « fraternité » pour qualifier à la fois l'aide active à mourir et l'accompagnement par les soins palliatifs. Celui qui voit le brouillard au loin derrière sa vitre oublie parfois que celle-ci est embuée. Alexandre Ballario –

Pour aller plus loin : [*Trombinoscope des évêques 2022 – 2023 \(Fichier pdf\)*](#)

3. Le National-populisme en essor

<https://www.golias-editions.fr/produit/738-golias-hebdo-n-738/>

“Pour s'en tenir à l'Europe, en Suède il y a quelques jours, en Italie depuis dimanche, en Hongrie et en Pologne déjà, des gouvernements autoritaires, racistes et xénophobes sont choisis par une majorité des citoyens qui vont voter. Ceux qui redoutent le retour du totalitarisme subissent toujours les railleries des progressistes et des réactionnaires. Les uns dénoncent l'individualisme et clament qu'il faut des chefs. Les autres se rient des peuples qui n'ont pas compris

que la politique est un formalisme vide et encombrant, tandis que *l'économie gouverne*. Nos élites de tout bord se dispensent du courage de l'inquiétude et estiment que l'expérience Meloni ne sera pas si terrible. Si les activités économiques n'en souffrent pas, le national-populisme serait sans danger réel ! Comment, dans ces dispositions d'esprit, reconnaître et s'opposer à l'élargissement de cette internationale brune dont Golias dessinait, dans son numéro 735, quelques-uns des traits inquiétants."

4. Russie : la folie d'une mobilisation

<https://www.golias-editions.fr/produit/738-golias-hebdo-n-738/>

"On a vu des images folles. Des kilomètres de queues aux frontières du Kazakhstan et de la Géorgie... En Géorgie, il y avait un seul point de passage, et, partout, la situation devenait totalement ingérable. Les réfugiés – essentiellement des jeunes hommes, mais aussi des familles – restaient à attendre pendant des jours et des nuits, sans rien, sans rien à manger, sans nulle part où dormir, sinon leur voiture, avant de les abandonner pour passer à pied, parce que les Géorgiens ne renvoyaient pas ceux qui demandaient l'asile politique. Ils étaient encore bien plus nombreux au Kazakhstan, on parle de plus de cent mille personnes, et on ne sait pas combien sont partis par la Mongolie. Même ces points de passage seraient fermés ou en voie de l'être, et ceux qui se trouvent coincés reçoivent, directement sur place, des feuilles de route, j'allais dire punitives. Les hommes n'ont plus le droit de quitter la Russie, exactement comme en Ukraine, à cette différence près, fondamentale, que l'Ukraine est agressée et en guerre, et que la mobilisation de la population est totale, alors que la Russie n'est pas encore officiellement en guerre, même si tout va vers « l'état de guerre ».

5. Le peuple iranien se soulève “Pour sa liberté et pour le monde »

<https://www.golias-editions.fr/produit/738-golias-hebdo-n-738/>

« Une immense vague de contestation secoue le régime clérical en place depuis quarante-trois ans. Indignés par la mort de Mahsa Amini, par la tyrannie et la kleptocratie du pouvoir en place, des femmes et des hommes, dont de nombreux jeunes, clament « À bas la République islamique » et en appellent à une alternative « ni Shah ni Guide Suprême ». Au premier plan, les Unités de résistance défient la théocratie...”

6. Le cardinal Sarah L'autre « candidat » de Bolloré

<https://www.golias-editions.fr/produit/738-golias-hebdo-n-738/>

“Alors que la fin du pontificat de François se dessine, « Paris Match », dans son édition du 7 juillet 2022, a surpris nombre d'observateurs en consacrant sa une au *cardinal guinéen Robert Sarah*, un prince de l'Église peu connu en France en dehors des milieux spécialisés en vaticanologie. À l'intérieur de la revue, on peut lire un reportage de commande du journaliste et écrivain Philippe Labro, envoyé spécial au Vatican, qui n'a pu s'empêcher de délivrer quelques poncifs sur la cité papale : la cité dans la cité, l'univers dans l'univers, les gardes suisses, la plus petite armée du monde, César Borgia, les limousines ou les calottes rouges, *sans oublier Don Camillo...*”

Que *Christian Terras*, Rédacteur en Chef à *Golias*, soit chaleureusement remercié de nous permettre tous ces emprunts aux *Editions Golias*.

